

# "La taxe sur la spéculation boursière est un symbole"

• Le Premier ministre Charles Michel (MR) croit dur comme fer aux bienfaits du tax shift, notamment en termes de créations d'emplois.

• Un brin provocateur, il propose à Elio Di Rupo (PS), suite à son appel pour une autre majorité fédérale, de s'associer au PTB en Wallonie...

## "Je suis convaincu que le tax shift va créer des dizaines de milliers d'emplois"

Entretien **Frédéric Chardon**  
et **Antoine Clevers**

**S**uspendue derrière le lourd bureau en bois que Charles Michel (MR) a acheté à Londres, une toile d'Alechinsky à l'esthétique torturée et confuse. Elle contraste avec le discours bien rodé et hypercartésien du Premier ministre. Il fait le point sur le tax shift et la première année de son gouvernement.

**Avez-vous une idée du nombre d'emplois que pourrait créer le tax shift ?**

Je suis convaincu qu'il va créer des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires, mais je préfère attendre les prévisions de la Banque nationale et du bureau du plan. La ligne de force du gouvernement, c'est la conviction que le développement économique – donc la création d'emplois – sert la solidarité. Et l'inverse est vrai aussi: le projet social sert le développement économique. Je suis

frappé que certains en doutent.

**Qui cela ?**

Au Parti socialiste. Du côté du PTB, ça ne m'étonnait pas. Pour le PS, je suis un peu plus étonné. Mais moi, ce qui m'intéresse, c'est ce que fait le gouvernement. Pour les PME, les indépendants, la compétitivité des entreprises, le pouvoir d'achat... Nous aurons réalisé un glissement fiscal de plus de huit milliards d'euros avant la fin de la législature. Vous savez, beaucoup de pays européens ont un débat sur une stratégie fiscale visant à baisser les charges sur le travail, mais à peu près aucun n'a réussi à passer à l'acte.

**Irez-vous vendre le tax shift à l'étranger ?**

On doit être à l'offensive sur le plan international, valoriser les atouts de la Belgique. Quand je suis à l'étranger, je m'aperçois à quel point nous avons montré que la Belgique est un pays stable pour accueillir des investissements. Nous allons continuer en ce sens, veiller à dé-

fendre l'image d'un pays qui se met en ordre sur le plan économique et social.

**Le tax shift est en partie financé par des accises sur la consommation (alcool, sodas, tabac, diesel). N'est-ce pas contradictoire alors que la relance passera aussi par la stimulation de la consommation ?**

Consommer de l'alcool, fumer, c'est un choix strictement personnel. Considérer que les gens boivent tous dix bouteilles de vodka et fument cinq paquets de cigarettes par jour, c'est une caricature. Si l'opposition veut être dans la caricature, c'est son problème.

**Et pour le diesel ?**

C'est une démarche environnementale qui s'accompagne d'une baisse des accises sur l'essence. Par le passé, y compris dans des gouvernements avec le MR, on prélevait un peu d'accises par-ci, par-là pour boucher les trous budgétaires. Aujourd'hui, la grande nouveauté, c'est que les accises servent des enjeux de santé et d'environnement, et servent à rendre du pouvoir d'achat aux gens.

**Des taxes sur la santé et sur l'environnement ont pour but de susciter un changement de comportements. Si ça marche, les montants budgétés pour financer le tax shift vont diminuer.**

C'est vrai. C'est pour cela qu'il y a un monitoring permanent de la réforme fiscale. Cela dit, on sait que les changements de comportements ne sont pas immédiats.

**On a découvert cette semaine que le précompte mobilier pour le prêt citoyen allait passer de 15 à 27 %...**

On n'a jamais caché qu'on allait harmo-

niser les taux du précompte (NdlR, sauf pour les comptes d'épargne).

**Le but de ces prêts est d'injecter dans l'économie réelle de l'argent dormant sur les comptes d'épargne. La hausse du précompte va dissuader les gens ?**

On fait exactement l'inverse, avec la mesure tax shelter ou celle sur le doublement des déductions pour les investissements dans les PME. Le prêt citoyen est un produit d'épargne comme les autres. C'est du capital. Prélever un peu plus d'impôt sur le capital n'a aucune influence sur l'économie réelle.

**Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), et son administra-**

**tion ont été très critiqués pour leurs errements en matière d'estimation des recettes fiscales. Quel était le problème ?**

Il faut distinguer budget et compte. Un budget, c'est une prévision. Un compte, c'est une constatation. Dans les prévisions, il y a une marge d'erreur.

**Mais la différence était énorme. On parlait d'abord d'un trou à combler de 113 millions, puis finalement d'un milliard d'euros...**

C'est sûr que ce n'est pas agréable de découvrir à l'entame d'un contrôle budgétaire qu'il faut trouver 882 millions d'euros de plus que prévu. Le SPF Finances doit davantage travailler avec le gouvernement pour uniformiser les méthodes de calcul. Et c'est le travail que mène le ministre des Finances, en qui j'ai une totale confiance.

**Didier Reynders, vice-Premier MR, a émis des doutes quant à la bonne volonté du SPF de travailler avec le gouvernement.**

Moi, je ne doute pas que les fonctionnaires sont au service de l'Etat.

# “Pourquoi le P S ne s’associe-t-il pas déjà au PTB ?”

**Le gouvernement a précisé vendredi (page 38) que la taxe sur la spéculation concernera uniquement les individus et pas les holdings par exemple. Pourquoi ce choix ?**

Car nous souhaitons faire des choses dans le cadre européen et que, en fonction du périmètre que l’on donne à une taxe sur la spéculation, on peut faire fuir l’ensemble des capitaux sur la place de Bruxelles. Pas de démagogie. Nous, on dit la vérité: une économie sans capitaux, ça n’existe pas. Je respecte le raisonnement des mouvements communistes, mais ce n’est pas mon modèle... Autant je trouve juste que l’on prélève des moyens sur les revenus des capitaux, autant je trouve qu’il ne faut pas jeter le bébé avec l’eau du bain.

**L’avoir adoptée, c’est aussi parce qu’il fallait donner une petite victoire au CD&V qui voulait un impôt sur la fortune ?**

Cet accord sur une réforme fiscale est

aussi un accord dans lequel quatre partenaires ont défendu leur opinion. Je n’ai pas vocation à expliquer qui défend quoi dans le secret des délibérations en conseil des ministres. Mais, moi-même, en 2004, dans un livre, j’ai plaidé pour une taxe sur la spéculation financière. C’est un peu court de dire qu’un seul parti le voulait.

**L’opposition a pourtant explosé de rire quand vous avez dit mardi à la Chambre que jamais un gouvernement n’avait prélevé autant de taxes sur le capital...**

C’est la stricte vérité. Laurette Onkelinx parlait de 17 milliards par le passé – je n’ai pas vérifié le chiffre. Nous, on ajoute encore 2,4 milliards: taxe sur la spéculation, taxe Caïman, taxe boursière, augmentation du précompte mobilier de 25 à 27%. Tout cela pour rendre du pouvoir d’achat aux gens.

**Mais la taxe sur la spéculation ne rappor-**

**tera que 34 millions d'euros...**

C'est un symbole, je le reconnais. En termes de spéculation, c'est surtout au niveau européen qu'il faut faire avancer les choses dans le cadre de la convergence fiscale.

**Suite au tax shift, Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, a affirmé que vous êtes le Premier ministre des lobbys et non le Premier ministre de tous les Belges.**

C'est totalement absurde et un peu blessant aussi. Prenons la baisse des charges: la FEB (Fédération des entreprises de Belgique) plaidait pour des baisses de charges beaucoup plus linéaires. Ce qu'on a décidé, ce sont des baisses de charges très ciblées sur les bas salaires.

**Le régionalisme frémit au MR et, dans "La Libre", Jan Jambon (N-VA) disait que ça allait faciliter les discussions pour un prochain gouvernement. Vous le pensez aussi? C'est une stratégie?**

Le MR a lancé un processus de réflexion doctrinale très important. On verra sur quoi cela va déboucher. Pour 2019, c'est tout à fait prématuré. Il y a un an, on me disait "kamikaze" et je gardais la tête froide. Aujourd'hui, on me dit qu'on va faire au moins deux législatures, mais je garde tout autant la tête froide. Ce qui m'anime, c'est de réussir à réconcilier le développement économique et le développement social. Moi, je ne crois pas du tout à ces vieux livres d'il y a deux siècles qui veulent opposer les gens les uns aux autres, qui considèrent que la lutte des classes demeure le paramètre.

**Le président du PS, Elio Di Rupo, rêve****d'une majorité alternative de gauche avec le PTB, Ecolo, le CDH, le CD&V... Un danger pour le gouvernement fédéral actuel?**

C'est sa liberté: si le modèle communiste est le modèle que le PS choisit, pourquoi ne s'associe-t-il pas déjà maintenant au PTB en Wallonie?